

LES CHIFFRES DU MOIS

60

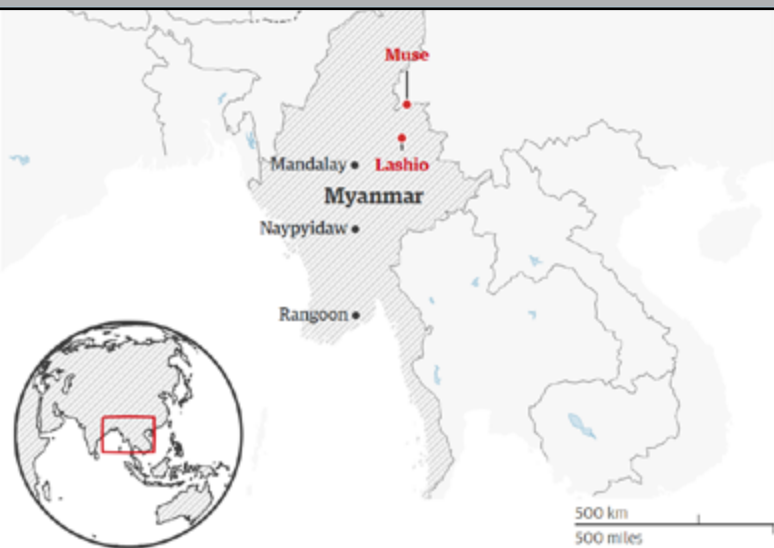
L'UNICEF a déclaré dans un communiqué qu'une soixantaine de bébés naissent chaque jour dans le camp de Cox's Bazar, au Bangladesh. 18 300 femmes enceintes auraient été identifiées, mais l'estimation exacte se rapprocherait des 25 000. "[...] Leurs mères ont survécu au déplacement, à la violence, à des traumatismes et parfois au viol", a déclaré Edward Beigbeder, représentant de l'UNICEF au Bangladesh.



©Thet Swe Win

19

Samedi 12 mai, à l'extérieur de la ville de Muse, dans l'état Shan, une attaque a fait 19 victimes dont deux ressortissants chinois. Revendiquée par l'armée de libération nationale Ta'ang, l'attaque ciblait l'armée birmane. Ces combats témoignent des difficultés du processus de paix et de l'intensification des affrontements dans le nord-est de la Birmanie.



1 527

Entre 2015 et 2018, pas moins de 1 527 victimes du trafic d'êtres humains en Thaïlande, en Chine ou en Indonésie ont été rapatriées en Birmanie. Le ministre pour l'Aide Sociale assure que son ministère est engagé dans la réinsertion des victimes dans la société. Depuis 2014, le pays est signataire de la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

L'armée birmane exclut tout viol de Rohingya face à l'ONU

Le chef de l'armée birmane a exclu que ses hommes aient violé des musulmanes. "Il n'y a pas d'abus sexuel dans l'histoire de la Tatmadaw (nom de l'armée birmane)", a sursé le général Min Aung Hlaing devant la délégation du Conseil de sécurité, selon des propos retranscrits sur sa page Facebook. En ce début du mois de mai, il a cependant déclaré que "concernant les accusations d'abus sexuels, des mesures seront prises contre quiconque est reconnu coupable d'abus sexuels". Pour l'heure, l'armée n'a confirmé aucune poursuite pour viols, alors que les témoignages recueillis auprès des réfugiés Rohingya au Bangladesh évoquent des viols et meurtres extrajudiciaires. Seuls sept soldats birmans ont été condamnés pour le meurtre de dix villageois Rohingya, mais l'armée dément toute répression de masse. La délégation de l'ONU, composée de 26 diplomates de 15 pays, s'est d'abord rendue au Bangladesh, avant de rencontrer la leader du gouvernement civil birman, Aung San Suu Kyi, et le chef de l'armée.

Condamné pour avoir diffusé sur Facebook une vidéo satirique de l'armée

Le 8 mai, un défenseur des droits de l'homme s'est vu condamner à trois mois de prison à Patheingyi, à l'est de la Birmanie. En cause, le partage sur le réseau social Facebook d'une vidéo d'une pièce de théâtre, considéré comme insultant pour l'armée birmane. Dans une des scènes de cette pièce satirique, l'un des personnages, qui joue la femme d'un soldat birman, dit soutenir la guerre, car elle peut ainsi en profiter pour avoir des aventures pendant que son mari part combattre pour une longue durée. C'est un militaire qui a porté plainte. L'homme a alors été condamné à trois mois de prison en vertu de la loi sur la diffamation en ligne. Un texte très controversé dans le pays qui date de 2013, et menace de deux ans de prison les auteurs de publications sur Internet. Une condamnation de la justice qui montre une nouvelle fois les menaces qui pèsent sur la liberté d'expression dans le pays.



L'économie birmane s'améliore en 2017-2018

Selon le rapport du Contrôle Economique de la Birmanie de la Banque Mondiale publié en fin de semaine dernière, l'économie birmane s'est améliorée sur l'année fiscale 2017-2018. La croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) a augmenté de 6,4%, par rapport au 5,9% de l'année précédente. Cette hausse est due au redressement du secteur agricole, à l'amélioration des performances industrielles et au développement des services malgré la baisse du tourisme et l'incertitude du secteur bancaire. Le rapport précise aussi que la croissance du PIB de la Birmanie devrait augmenter de 6,7% sur l'année fiscale 2018-2019. Le secteur agricole représente 37,8% du PIB et 25 à 30% des exportations dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, selon les Nations Unies.



Peines de prison pour les activistes pacifistes ?

Le jeune activiste birman Zayya Lwin, interpellé à la suite des arrestations de la manifestation du 12 mai à Yangon, encourt une peine pouvant aller jusqu'à quatre mois de prison. Il est l'un des 17 organisateurs de la manifestation pacifiste ayant tourné en rixe ; tous risquent un mois de prison ainsi que des amendes pour, entre autres, perturbation de l'ordre public. Zayya Lwin et sept autres ont été relâchés ce dimanche. Lundi 14 mai, se rendant à une lecture de poèmes dans un parc yangonite, des officiers lui auraient annoncé qu'il risque trois mois de prison supplémentaires pour avoir violé l'article 19 de la loi sur les rassemblements selon lequel les manifestations sont autorisées seulement si elles ont reçu un accord au préalable. 42 personnes à travers le pays ont été inculpées pour avoir manifesté contre les violences dans l'état de Kachin.



Malaisie : saisie record de 1,2 tonne de méthamphétamines

En Malaisie, environ 1,2 tonne de méthamphétamines cristallisées ont été saisies. Dissimulée dans des sachets de thé aux côtés d'un million de cigarettes de contrebande, la marchandise était en provenance de Birmanie. D'une valeur de 15 millions d'euros, cette confiscation est un record pour la Malaisie. En tout, six personnes ont été interpellées, au cours d'une opération des douanes le 22 Mai à Port Klang. Cette drogue illicite utilisée pour son effet dopant et euphorisant, avait été chargée dans un conteneur à Rangoun. Cette saisie, bien que la plus importante, vient s'ajouter à de précédentes effectuées en Asie du Sud-Est. La méthamphétamine connaît une réelle explosion dans le Triangle d'Or constituait aux confins des régions de la Birmanie, la Thaïlande, du Laos et de la Chine. "Nous pensons que la drogue était destinée au marché local et qu'elle vient d'un réseau criminel local œuvrant avec gang criminel de Birmanie", a déclaré le responsable malaisien. Les six suspects arrêtés sont trois Malaisiens et trois Birmans âgés de 22 à 48 ans, selon la même source. Ils encourtent la peine de mort. Au cours de cette opération, les douaniers ont également saisi 750 grammes d'héroïne et environ un million de cigarettes de contrebande.



Accord entre la Birmanie et Israël dans le domaine de l'éducation

La Birmanie et Israël ont signé un accord de coopération dans le domaine de l'éducation, selon le quotidien israélien Haaretz. Le vice-ministre des Affaires étrangères a tweeté la nouvelle de la signature de l'accord sur son compte officiel ; "Accord d'éducation avec la Birmanie, poursuite de la coopération avec nos amis du monde entier". Selon ce nouvel accord, les deux pays "coopéreront pour développer des programmes pour l'enseignement de l'Holocauste et des leçons de civisme autour des notions d'intolérance, de racisme, d'antisémitisme et de xénophobie au sein des programmes éducatifs de l'Union du Myanmar...

LES FOCUS DU MOIS

Des massacres de villageois hindous perpétrés par l'armée du salut des Rohingya de l'Arakan (ARSA)

Selon un rapport d'Amnesty International publié mardi 22 mai, des combattants de l'Armée du Salut des Rohingyas de l'Arakan (ARSA) sont responsables de deux massacres de la communauté hindoue dans l'état d'Arakan. Au total, 105 femmes, hommes et enfants hindous pourraient avoir été tués. Les faits se sont déroulés fin août, durant la répression de l'armée birmane qui a poussé à l'exil plus de 700 000 membres de la communauté Rohingya.

S'appuyant sur des dizaines d'entretiens menés sur place et de l'autre côté de la frontière avec le Bangladesh, ainsi que sur des photos analysées par des médecins légistes, Amnesty International a exposé la manière dont les combattants de l'Armée du salut des Rohingya de l'Arakan (ARSA) ont semé la terreur parmi les Hindous et d'autres minorités ethniques. L'organisation a mené des entretiens approfondis dans un camp de réfugiés hindou au Bangladesh en septembre 2017; dans la capitale de l'État d'Arakan, Sittwe, en Birmanie, en avril 2018, et par téléphone en mai 2018 avec huit survivants, cinq membres de la famille des victimes et trois hommes qui faisaient partie du groupe qui a découvert les fosses communes. Dans un communiqué de presse publié sur son compte Twitter et dans des réponses aux médias, l'ARSA nie toute implication.

« Notre dernière enquête de terrain jette une lumière indispensable sur les atteintes aux droits humains rarement dénoncées commises par l'ARSA pendant l'histoire récente effroyablement sombre de l'État d'Arakan », a déclaré Tirana Hassan, directrice du programme Réaction aux crises d'Amnesty International.

L'Armée du Salut des Rohingyas de l'Arakan

Connue sous le nom de Harakah al-Yaqin ou «mouvement de la foi», l'ARSA est apparue en octobre 2016 après avoir lancé des attaques à plus petite échelle, contre des postes de police dans le nord de l'État d'Arakan, provoquant une réponse militaire disproportionnée. Le groupe a été créé à la suite de violences entre les communautés bouddhistes et musulmanes dans l'État d'Arakan en 2012 et comprend un noyau de combattants, estimés à des centaines, ayant accès à des armes à feu et des explosifs. Le 25 août, l'ARSA a mobilisé un grand nombre de villageois Rohingya. Les villageois étaient armés d'armes blanches ou de bâtons. Bien qu'Amnesty International ait confirmé que certains villageois Rohingya avaient participé aux attaques de l'ARSA, l'écrasante majorité des Rohingya ne l'ont pas fait. Même dans les villages spécifiques où des attaques ont eu lieu, il ne fait aucun doute que la plupart des villageois n'ont pas participé aux attaques de l'ARSA.

Le 25 août 2017, Kha Maung Seik – Il est 8 heures du matin quand l'ARSA attaque les habitants hindous d'Ah Nauk Kha Maung Seik, une localité faisant partie d'un ensemble de villages appelé Kha Maung Seik situé dans la municipalité de Maungdaw, dans le nord de l'Arakan. À cet endroit, les membres de la communauté Hindoue cohabitaient avec les villageois Rohingya musulmans, ainsi qu'avec les membres de l'ethnie Rakhine, à majorité bouddhiste.

Des membres de l'ARSA ainsi que des villageois ont rassemblé 69 femmes, hommes et enfants hindous pour les dévaliser. Ils leur ont bandé les yeux avant de les faire marcher jusqu'à la sortie du village, où ils ont séparé les hommes des femmes et des enfants. Quelques heures après, les combattants de l'ARSA ont exécuté 53 de ces Hindous, en commençant par les hommes. Les victimes comprennent 20 hommes, 10 femmes et 23 enfants, dont 14 âgés de moins de 8 ans.

Huit femmes hindoues et huit de leurs enfants ont été enlevés et épargnés, après que les combattants de l'ARSA aient forcé les femmes à accepter de se « convertir » à l'islam. Au moment des meurtres, aucune des victimes n'était armée ou ne mettait en danger la vie des combattants de l'ARSA ou des autres Rohingya.

Bina Bala, une femme de 22 ans qui a survécu au massacre, a déclaré à Amnesty International : « [Les hommes] étaient munis de couteaux et de longues barres de fer. Ils nous ont attaché les mains derrière le dos et bandé les yeux. Je leur ai demandé ce qu'ils faisaient. L'un d'eux a répondu : "Vous et les Rakhines, vous êtes pareils, vous avez une religion différente, vous ne pouvez pas vivre ici." Il parlait la langue [rohingya]. Ils ont demandé quels biens nous avions, puis ils nous ont roués de coups. Finalement, je leur ai donné mon argent et l'or que je possédais. »

Les 16 survivants ont été retenus captifs dans une maison de la région deux nuits, avant d'être contraints de fuir aux côtés de leurs ravisseurs au camp de réfugiés de Kutupalong au Bangladesh. Peu de temps après leur arrivée au Bangladesh, le 28 août, les huit femmes hindoues ont été obligées de faire une fausse déclaration en vidéo, affirmant que le massacre avait été perpétré par des villageois rakhines. « [Un des ravisseurs] nous a dit que si quelqu'un demandait nous devrions dire que les Rakhine et l'armée nous ont attaqués », a indiqué Bina Bala. Suite à la publication des vidéos sur Facebook, la communauté hindoue a alerté le Bangladesh qui a placé les survivants dans un camp de réfugiés hindous. Début octobre, les seize survivants ont été rapatriés en Birmanie avec le soutien des autorités du Bangladesh et de la Birmanie.

Le 25 août, Ye Bauk Kyar – Le même jour, dans un village voisin, 46 hommes, femmes et enfants de la communauté hindoue ont disparus. Pour l'heure, leur sort et leur localisation restent inconnus. Des membres de la famille et d'autres membres de la communauté hindoue du nord de l'État d'Arakan ont déclaré à Amnesty International qu'ils pensaient que l'ensemble du groupe avait également été tué par les mêmes personnes.

Le 26 août 2017, village de Myo Thu Gyi – Les rebelles Rohingya seraient aussi responsables du meurtre de 6 hindous dans le village de Myo Thu Gyi : deux femmes, un homme et trois enfants. Les six victimes faisaient partie d'une famille élargie de douze personnes qui avaient fui le village d'U Daung, dans le canton de Maungdaw, après que des combattants de l'ARSA les aient menacées la veille. Après s'être réfugié pour une nuit dans la maison de l'administrateur ethnique du village, le groupe a été conduit à la périphérie de la ville de Maungdaw. Peu de temps après leur arrivée, une fusillade a éclaté entre l'ARSA et l'armée birmane. La famille hindoue s'est cachée dans un bâtiment voisin en construction. Selon les deux seuls survivants adultes, des hommes vêtus de noir et portant des fusils sont entrés dans le bâtiment et ont ensuite tiré sur le groupe à bout portant.

Phaw Naw Balar, 27 ans, est l'une des deux femmes qui ont survécu à l'attaque. Elle a déclaré à Amnesty International : « Les hommes en noir venaient du village de Myo Thu Gyi. Ils n'ont rien dit, ils ont juste commencé à tirer. Après leur départ, mes enfants pleuraient, alors je les ai emmenés à l'étage supérieur et nous nous sommes cachés dans un réservoir d'eau vide. Elle a expliqué qu'ils se sont cachés jusqu'à ce que les combattants de l'ARSA aient quitté la zone. « Quand je suis redescendu, j'ai vu les cadavres », se souvient-elle. « Six de mes proches étaient morts. Certains avaient été abattus à l'avant, dans l'abdomen et la poitrine, [et] d'autres dans le dos. Ma belle-soeur [Kor Mor La] a été abattu. J'ai essayé de la panser, puis nous sommes partis pour le check-point de trois milles. »

En plus du mari et de la fille de Kor Mor La, les combattants de l'ARSA ont tué Chou Maw Tet, 27 ans; son mari Han Mon Tor, 30 ans; le fils de 10 ans du couple, Praw Chat; et leur fille de 3 ans, Daw Maw Ne.

L'ampleur des violations des droits humains par l'ARSA est difficile à déterminer, en grande partie parce que les autorités du Myanmar continuent à restreindre l'accès au Rakhine. Le 23 septembre, des membres de la communauté hindoue du nord de l'État de Rakhine et des membres des forces de sécurité du Myanmar se sont rendus sur les lieux du massacre et ont déterré, au cours de deux jours, quatre fosses communes contenant au total les restes de 45 personnes du village de Kha Maung Seik.

En comptabilisant les victimes d'Ah Nauk Kha Maung Seik, de Ye Bauk Kyar et de Myo Thu Gyi le nombre total de morts pourrait s'élever à 105 personnes.



Il est urgent que les Nations unies et des enquêteurs indépendants puissent se rendre sur place

Il est important de rappeler que le 25 août 2017, l'ARSA a également lancé une série d'attaques contre une trentaine de postes de sécurité de Birmanie ce qui a déclenché une campagne de violence illégale et totalement disproportionnée de la part des forces de sécurité birmane. Plus de 693 000 Rohingyas ont été contraints de fuir au Bangladesh, où ils demeurent réfugiés. Cette violente campagne répressive a été marquée par des homicides, des viols, des violences sexuelles, des actes de torture, des villages incendiés, des tactiques destinées à affamer et d'autres violations des droits humains qui constituent des crimes contre l'humanité au regard du droit international.

Amnesty International encourage le gouvernement à autoriser des recherches indépendantes dans l'état d'Arakan afin de lever le voile sur toutes les violations des droits humains qui y sont commises tant celles commises par l'armée birmane que celles de l'ARSA.

« Les épouvantables attaques de l'ARSA ont été suivies par la campagne de nettoyage ethnique menée par l'armée du Myanmar contre l'ensemble de la population rohingya. Ces agissements doivent être condamnés dans les deux cas – des violations des droits humains ou des exactions commises par un camp ne justifient jamais des atteintes perpétrées par l'autre camp », a déclaré Tirana Hassan

Selon le rapport d'Amnesty International, lors d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies la semaine dernière, le représentant permanent de la Birmanie a reproché à certaines personnes au sein des Nations unies de n'« écouter qu'une partie de l'histoire » et de ne pas reconnaître les atteintes aux droits humains commises par l'ARSA.

« Les autorités du Myanmar ne peuvent pas reprocher à la communauté internationale d'être partielle alors qu'elles lui refusent dans le même temps l'accès au nord de l'État d'Arakan. On ne connaîtra la véritable étendue des exactions de l'ARSA et des violations de l'armée du Myanmar que lorsque des enquêteurs indépendants spécialistes des droits humains, notamment ceux de la Mission d'établissement des faits de l'ONU, auront un accès libre et total à l'État d'Arakan », a déclaré Tirana Hassan.

Info Birmanie rappelle que les Rohingyas de l'État d'Arakan subissent depuis des décennies une discrimination systématique de la part des autorités birmanes et que ces dernières sont reconnus comme crime contre l'humanité, et ce même avant les atrocités d'août 2017. Après les attaques du 25 août, ces violations et ces crimes ont atteint un sommet, avec des exécutions illégales, des viols et des incendies de villages à grande échelle, qui ont conduit la majorité de la population à fuir le pays. Rien ne peut justifier de telles violations. Mais de même, aucune atrocité ne peut justifier le massacre, les enlèvements et autres abus commis par l'ARSA contre la communauté hindoue.

Info Birmanie soutient également que les crimes commis par l'ARSA relèvent de la violation des droits humains. Ils devraient faire l'objet d'une enquête par un organe compétent et, si des preuves suffisantes et recevables sont trouvées, les responsables devraient être traduits devant des tribunaux civils indépendants, dans des procès conformes aux normes internationales. Les autorités du Myanmar doivent immédiatement permettre aux enquêteurs indépendants, y compris à la Mission d'établissement des faits de l'ONU, d'accéder pleinement et sans entrave à l'ensemble de la région, dans l'ensemble des violations des droits de l'homme et des crimes commis dans le nord de l'État d'Arakan.

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

INFO BIRMANIE

LIBERTÉ DE LA PRESSE

**Journée mondiale
le 03 MAI**

Reporters sans frontières (RSF) a publié le 25 avril son classement mondial 2018 de la liberté de la presse. Dans ce classement, la Birmanie, dont la situation est qualifiée par RSF de "difficile", a chuté de 6 points par rapport à 2017 et se retrouve à la 137ème place sur 180 pays répertoriés.

**LA CENSURE GOUVERNEMENTALE ABOLIE EN 2012
LAISSE PLACE A LA MENACE DES POURSUITES
JUDICIAIRES**

**Les nouvelles
armes :
Le Code Pénal et
les lois
criminalisant la
diffamation**

- x Article 500 du code pénal prévoit deux ans de prison pour diffamation
- x Clause de diffamation de la Telecommunication Law - 2013
- x L'Official Secrets Act - 1925 (motif de poursuite à l'égard des deux journalistes de Reuters)
- x La New Media Law - 2014, instaure un code de conduite pour médias
- x Art 17(1) de la Unlawful Association Law
- x Electronic Transactions Law

x 32

Depuis l'arrivée au pouvoir de la LND, 32 journalistes ont été inculpés en vertu des lois énoncées ci-dessus

Source : we support Journalists



18 d'entre eux ont été inculpés pour diffamation d'après la controversée Telecommunication Law

CONSÉQUENCE : AUTOCENSURE

LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT ET DE L'ARMÉE SONT ACTIFS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX ET DEVIENNENT DES SOURCES D'INFORMATION OFFICIELLES

CONTRÔLE PRÉSIDENTIEL DE LA PRESSE

- x La Broadcasting Law (2015) autorise les compagnies privées à entrer sur le marché de la radiodiffusion mais contrôle présidentiel du secteur avec le Broadcast Council
- x La Printer and Publishers Registration Law (2014) confère le droit au gouvernement de restreindre l'attribution de licences aux médias et d'interdire les reportages nocifs pour "la sécurité nationale, l'Etat de droit, la paix et la tranquillité sociale ou qui insulte la religion ou viole la Constitution".



A SAVOIR : La LND dispose de la majorité nécessaire au parlement pour amender les lois ordinaires du pays.

Il y a 300 journaux dans le pays, pour une centaine, il s'agit de magazines privés ; en partie la propriété d'anciens généraux ou de leurs proches. Seule une trentaine d'entre eux traite de l'actualité. Il existe même aujourd'hui un hebdomadaire de la LND : D-wave



38%

sur 2 000 citoyens, seulement 38% ont voté par Internet (Data from IFG)

s'informent via
FACEBOOK
plaçant la presse écrite
derrière les réseaux sociaux
en tant que source
d'information



Dans l'enquête de IFRI de 2017, 60% des sondés pensent que la quasi-totalité du contenu qu'ils voient sur Facebook est vrai.

Risque de désinformation et de

FAKE NEWS



ENTRE 1992 ET 2018 /
MOTIF CONFIRMÉ

5 JOURNALISTES TUÉS EN BIRMANIE

1999
27 SEPTEMBRE

U HLA HAN

EMPLOYÉ AU JOURNAL D'ÉTAT KENYAN - KYEMON (THE MIRROR)
TORTURÉ À MORT PAR DES AGENTS DES RENSEIGNEMENTS MILITAIRES



U THA WIN

EMPLOYÉ AU JOURNAL D'ÉTAT KENYAN - KYEMON (THE MIRROR)
TORTURÉ À MORT PAR DES AGENTS DES RENSEIGNEMENTS MILITAIRES

02 OCTOBRE

1999

2007
27 SEPTEMBRE

KENJI NAGAI

EMPLOYÉ À L'AGENCE DE VIDÉO ET DE PHOTOGRAPHIE APF NEWS BASÉE À TOKYO. IL A ÉTÉ TUÉ À BOUT PORTANT PAR DES TROUPES BIRMANES RÉPRIMANT DES MANIFESTATIONS ANTI-GOUVERNEMENTALES À RANGOUN



AUNG KYAW NAING "Par Gyi"

L'ARMÉE DU MYANMAR A DÉCLARÉ AVOIR TUÉ PAR BALLE AUNG KYAW NAING, 49 ANS, REPORTER INDÉPENDANT BIRMAN, ALORS QU'IL ÉTAIT DÉTENU DANS LA BANLIEUE DE KYAUKMAYAR DANS L'ÉTAT DU SUD-EST DU PAYS

04 OCTOBRE

2014

2016
13 DÉCEMBRE

U SOE MOE TUN HLA HAN

SOE MOE TUN, 35 ANS, A ÉTÉ RETROUVÉ MORT AVEC DES ECCHYMOSES ET DES BLESSURES AU VISAGE ET À LA TÊTE À MONYWA, DANS LA RÉGION DE SAGAING KO MIN THANT. LE GROUPE ELEVEN MEDIA GROUP A DÉCLARÉ QU'IL ENQUÊTAIT SUR UNE AFFAIRE D'ABATTAGE ILLÉGAL ET DE CONTREBANDE DE BOIS AU MOMENT DE SA MORT.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Info Birmanie
La Ruche - 24, rue de l'Est - 75020 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org